

RiskAssur-hebdo

« L'information est à tout le monde, elle se doit d'être gratuite ! »

Article publié le jeudi 2 juillet 2009

La France veut conforter la position européenne en prévision de la conférence de Copenhague de décembre prochain

La communauté internationale se retrouvera, sous l'égide de l'ONU, en décembre prochain à Copenhague au Danemark, pour s'entendre sur les efforts à fournir, à partir de 2012, pour lutter contre le réchauffement climatique.

Tout a été dit sur l'importance de cette conférence pour la survie de notre planète, que certains qualifient de celle de la dernière chance.

L'Europe des 27 a un rôle important à jouer, à titre d'exemple et comme force d'entraînement, en sachant que les tractations avec les Etats-Unis et les pays émergents, sans être au point mort, n'avancent guère, au risque de décourager certains pays européens.

Pour la France, il est nécessaire que les Etats-Unis mais aussi le Canada acceptent des engagements par rapport à 1990, aussi élevés que ceux de l'Union européenne.

La France veut préserver l'acquis du paquet climat énergie, adopté de haute lutte et à l'arraché en décembre 2008, avec un objectif ambitieux mais pas encore suffisant, à savoir celui des trois fois 20%, consistant à :

« Réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre ; consommer 20 % d'énergies renouvelables et économiser 20% d'énergie, le tout d'ici 2020 ».

Pour ranimer l'ambition européenne, notre ministre de l'Écologie, Jean Louis Borloo, a présenté à la dernière réunion des ministres de l'environnement des 27 un mémorandum de 13 pages et 60 articles qui constitue du point de vue français l'accord idéal sur le climat, autrement dit, les grandes lignes d'un accord post-Kyoto.

Le mémorandum s'appuie pour l'essentiel sur les positions partagées par les 27, mais il introduit aussi des idées spécifiques à la France, comme le plan d'électrification de l'Afrique, sur lequel elle n'a, jusqu'à présent, pas réussi à entraîner les autres Etats européens.

Sur le sujet très sensible de la solidarité financière entre pays riches et pays en voie de développement, le mémorandum français ne sort pas de la réserve dans laquelle ont choisi de se tenir les 27 de l'Union européenne.

Au mieux, le texte reprend, sans le nommer, l'idée mexicaine d'un fonds alimenté par des contributions fondées sur la capacité financière de chaque pays et sur le niveau ses émissions.

Paris estime que le débat ne doit pas s'enliser, alors que le risque est grand, dans des bagarres techniques entre experts, mais qu'il doit s'élever au niveau politique.

Certes, pour permettre aux chefs d'Etats de décider, il faut une base technique claire, or celle-ci existe, sans jamais être contestée, ce sont les recommandations du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat de l'ONU, le GIEC.

Le texte français fixe des objectifs et une méthode qui s'y appuie.

En conclusion, pour limiter la hausse des températures à 2 % par rapport à l'ère préindustrielle, les pays développés devront réduire de 25 à 40 % leurs émissions de CO2 d'ici 2020, avec une cible souhaitée de 30%.

Il sera demandé aux pays en développement de s'engager également sur des objectifs chiffrés et contraignants, hormis les moins avancés.

**RiskAssur et RiskAssur-hebdo
sont édités par B & K Management**

8, Rue de Berri - 75008 Paris
tel : 01 55 33 12 55 - fax : 01 55 33 12 53
Hebdomadaire : www.riskassur-hebdo.com
mail : webmaster@riskassur-hebdo.com

Rédacteur en Chef : **Erik Kauf**
Directeur de la Publication et de la Publicité : **Olivier Kauf**

Abonnement gratuit : <http://www.riskassur-hebdo.com>
ISSN RiskAssur : 1632-3106

Retrouvez sur le site du magazine RiskAssur-hebdo
les offres d'emploi ciblées dans les secteurs
de l'Assurance et de la Banque.

Pour cela une seule adresse

<http://emploi.riskassur-hebdo.com>

En partenariat avec

